

**Jeux olympiques et paralympiques
de Paris 2024 - Développement du
sport en France - Entretien de Mme
Laura Flessel, ministre des sports,
avec le quotidien "L'Equipe"**
(Paris, 08 février 2018)

Q - Que dit la loi olympique que les sénateurs ont adoptée mardi soir ?

R - C'est une loi qui nous permet de respecter nos engagements pris en phase de candidature. Nous avons décidé d'y ajouter un titre entier sur la transparence dans l'organisation des Jeux car c'est une exigence légitime des Français. Avec cette loi, qui devrait être votée à la fin du trimestre, l'Etat se met en ordre de marche pour préparer les Jeux. Au cours des échanges avec les parlementaires, j'ai constaté qu'ils veulent que ce soient des Jeux pour tous les Français.

Q - Quid de l'article 2 que le CNOSF jugeait trop peu musclé pour protéger les partenaires officiels des Jeux?

R - On a travaillé avec les parlementaires pour définir les termes liés aux Jeux Olympiques et Paralympiques afin de protéger légalement la marque et les emblèmes olympiques. Nous sommes arrivés à un compromis. L'idée est de permettre au COJO d'aller chercher 1 Md€ de partenariat afin de garantir le financement des Jeux (6,8 Mds euro de budget au total). Quant à l'affichage des partenaires de l'événement, il faut bien le distinguer du pavoisement qui permet de valoriser les symboles olympiques. Ces deux dispositifs sont bien différents et celui s'appliquant à la publicité est limité à une période de trois mois seulement en 2024.

Q - Il n'y aura donc pas de publicité sur la tour Eiffel ou l'Arc de triomphe ?

R - Il y a un périmètre de protection que l'on va respecter et qui est de 500 mètres autour des sites. Aujourd'hui, on se doit de respecter nos engagements. Les préfets et les mairies vont vérifier que ce périmètre est respecté. Et un partenaire qui va investir ne voudra pas que sa marque soit décrédibilisée. Il n'y a pas de stress à avoir pour Paris et les territoires qui vont recevoir les Jeux. Il y aura des appels à candidatures pour recevoir les délégations. Juste un chiffre : à Londres, il y a eu plus de cinq cents villes candidates à l'accueil d'équipes internationales.

Q - Comment impliquer les Français ?

R - Il faut les intéresser et qu'ils se retrouvent dans cette aventure olympique et paralympique.

On va créer de l'emploi, donc, avec le ministère du travail, nous travaillons dès aujourd'hui pour former les bénévoles. En termes d'emploi, les opportunités ne manqueront pas dans le BTP, l'accueil, les métiers de bouche. Dès maintenant, il faut aller les chercher, les valoriser, les former. Les entreprises devront aussi jouer le jeu et investir dans cette génération 2024. Les Jeux, ce sont potentiellement 250.000 emplois directs ou indirects créés.

Q - Pourquoi avoir lancé une mission de l'inspection générale des finances et de la jeunesse et des sports ?

R - Il y a plusieurs mois, nous avons décidé avec Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, de lancer une double inspection des finances et de la jeunesse et des sports afin de nous donner les moyens de maîtriser les coûts des Jeux. Nous l'avons fait bien avant d'avoir les Jeux car nous sommes dans l'anticipation.

Q - La gouverneure de Tokyo a récemment annoncé une facture de 16 Mds euro au lieu de 6 Mds euro pour les Jeux de 2020. Pourquoi Paris serait-il épargné par l'inflation ?

R - En ce qui concerne Paris, nous avons moins d'infrastructures à construire, beaucoup d'espaces temporaires, donc nous ne sommes pas dans le même contexte. On a lancé cette inspection, nommé un délégué interministériel aux Jeux Olympiques et Paralympiques (Jean Castex) et créé la Solideo (société de livraisons des équipements). Le COJO sera financé par des acteurs privés qui lui permettront de relever le challenge. On reste précis et vigilant. L'Etat sera le garant de l'organisation de Jeux sobres et écologiques car on tient à honorer notre candidature.

Q - Pourquoi avoir lancé en parallèle un grand chantier sur la gouvernance du sport ?

R - Le système n'a pas bougé depuis cinquante ans et il stagne au niveau de la pratique, des licenciés. Nous sommes parfois face à des incohérences, des paradoxes, des opportunités manquées. Donc, aujourd'hui, tous les acteurs sont autour d'une table pendant six mois. Certains peuvent dire : "C'est une mise en danger" Je l'accepte.

Q - Que comptez-vous faire précisément ?

R - L'idée est de remettre un peu plus de lien, d'assouplir certaines règles, de repositionner les droits et devoirs des collectivités, de l'Etat, du mouvement sportif français. Ce n'est pas uniquement une question de moyens. Aujourd'hui, par exemple, il y a 428 quartiers sans infrastructures sportives en France. C'est inacceptable. C'est pour cela que j'ai réformé le CNDS (centre national pour le développement du sport). Et que j'ai décidé de reverser l'excédent budgétaire de la candidature de Paris 2024 revenant à l'Etat (1,5 Meuro) au financement du sport dans les territoires carencés.

Q - La suppression du ministère des sports a-t-elle été envisagée durant le premier séminaire sur la gouvernance?

R - Au contraire, si le président a mis en place un ministère de plein exercice, c'est parce qu'il sait combien il est nécessaire. Nous avons une mission d'intérêt général. Nous sommes un ministère qui doit répondre à la haute performance et au développement du sport pour tous, partout et tout au long de la vie.

Q - Pourriez-vous accéder aux velléités du CNOSF qui souhaiterait délivrer lui-même les conventions d'objectif des Fédérations ?

R - Chacun doit balayer devant sa porte. Aujourd'hui, tout le monde se met autour de la table pour interroger les rôles de chacun et se mettre face à ses responsabilités.

Q - Dans son rapport sur la haute performance, Claude Onesta parle de 45 médailles aux Jeux de Tokyo 2020. Cela paraît difficile de passer à 80 médailles à Paris en 2024 ?

R - Il faut de l'ambition ! On m'avait dit que la 7^e place pour une escrimeuse noire de dix-huit ans, c'était bien. J'ai prouvé que c'était faux. Le rapport de Claude n'est pas négatif. Il établit que la France est une bonne nation avec des médailles. On a beaucoup à faire sur le sport paralympique qui a été un peu oublié. Mais la réalité, c'est qu'on n'a pas d'autre choix que de réussir. C'est un challenge ambitieux, réaliste, il faut juste mettre en place une vision claire, partagée, et travailler avec les bons acteurs. Quand une grande école comme Polytechnique nous dit : "Nous allons travailler sur le fartage des skis de Martin Fourcade", je dis banco. C'est ça la haute performance. On part d'une bonne base, mais on veut aller plus loin.   chacun de faire son autocritique pour voir ce qui peut être amélioré./.